



Commission des limites du plateau continental

Distr. générale
30 avril 2012
Français
Original : anglais

Vingt-neuvième session

New York, 19 mars-27 avril 2011

Avancement des travaux de la Commission des limites du plateau continental

Déclaration du Président

Résumé

La présente déclaration renferme des informations sur les travaux de la Commission des limites du plateau continental et des sous-commissions chargées de l'examen des demandes avant la tenue de la vingt-neuvième session et au cours de celle-ci, notamment pour ce qui est de la demande révisée de la Barbade et des demandes présentées par le Japon, par la France en ce qui concerne les Antilles françaises et les îles Kerguelen, par l'Uruguay, par les Philippines en ce qui concerne le plateau de Benham et par les îles Cook en ce qui concerne le plateau Manihiki. On y trouvera également des renseignements sur les présentations faites par le Guyana de sa demande et par le Mexique de sa demande concernant le polygone oriental dans le golfe du Mexique.



1. Conformément aux dispositions du paragraphe 66 de la résolution 66/231 de l'Assemblée générale, la Commission des limites du plateau continental a tenu sa vingt-neuvième session du 19 mars au 27 avril 2012 au Siège de l'Organisation des Nations Unies. Les séances plénières se sont déroulées du 9 au 20 avril. Les autres séances, tenues du 19 mars au 5 avril et du 23 au 27 avril, ont été consacrées à l'examen technique des demandes dans les laboratoires des systèmes d'information géographique (SIG) de la Division des affaires maritimes et du droit de la mer, qui relève du Bureau des affaires juridiques du Secrétariat.

2. Ont assisté à la session les membres de la Commission dont les noms suivent : Osvaldo Pedro Astiz, Lawrence Folajimi Awosika, Harald Brekke, Galo Carrera Hurtado, Francis L. Charles, Peter F. Croker, Abu Bakar Jaafar, George Jaoshvili, Emmanuel Kalngui, Yuri Borisovitch Kazmin, Wenzheng Lu, Isaac Owusu Oduro, Yong-Ahn Park, Sivaramakrishnan Rajan, Michael Anselme, Marc Rosette, Philip Alexander Symonds et Tetsuro Urabe.

3. Indurlall Fagoonee, Mihai Silviu German et Fernando Manuel Maia Pimentel, empêchés, en ont informé le secrétariat. Alexandre Tagore Medeiros de Albuquerque, Président de la Commission, est décédé le 29 mars 2012.

4. La Commission était saisie des documents et communications suivants :

a) Ordre du jour provisoire (CLCS/L.32/Rev.1);

b) Déclaration du Président de la Commission des limites du plateau continental sur l'avancement des travaux de la Commission à sa vingt-huitième session (CLCS/72);

c) Demandes soumises en application du paragraphe 8 de l'article 76 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer¹ et adressées par les États côtiers à la Commission par l'intermédiaire du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies²;

d) Résolution 66/231 de l'Assemblée générale;

e) Communications reçues du Brésil (10 janvier 2012); de la Chine (6 février 2009, 24 août 2009, 3 août 2011 et 5 avril 2012); du Guyana (2 septembre 2011 et 3 avril 2012); de l'Inde (7 décembre 2011); de l'Indonésie (28 décembre 2011); du Japon (25 mars 2009, 26 août 2009, 9 août 2011, 15 août 2011 et 9 avril 2012); de Madagascar (22 décembre 2011 et 6 mars 2012); du Mexique (19 décembre 2011, 23 décembre 2011 et 2 avril 2012); d'Oman (27 mars 2012); des Philippines (29 mars 2012 et 4 avril 2012); de la République de Corée (27 février 2009, 11 août 2011 et 5 avril 2012); et de la République bolivarienne du Venezuela (9 mars 2012).

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1833, n° 31363.

² Pour la liste complète des demandes adressées à la Commission, voir www.un.org/Depts/los/clcs_new/commission_submissions.htm.

Point 1 de l'ordre du jour
Ouverture de la vingt-neuvième session par le Président de la Commission

5. Le Président par intérim de la vingt-huitième session, M. Park, a déclaré ouverte la partie plénière de la vingt-neuvième session le 9 avril 2012.

6. La Commission a observé une minute de silence en l'honneur de son ancien Président, Alexandre Albuquerque, prématurément décédé au Brésil le 29 mars 2012.

Déclaration du Directeur de la Division des affaires maritimes et du droit de la mer

7. Le Directeur de la Division des affaires maritimes et du droit de la mer a fait une brève déclaration au nom de la Conseillère juridique. Il a rappelé la contribution appréciable apportée par Alexandre Albuquerque aux travaux de la Commission et souligné le rôle important que joue celle-ci dans la mise en œuvre effective de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

Point 2 de l'ordre du jour
Élection du Président

8. En application de l'article 15 de son Règlement intérieur (CLCS/40/Rev.1), la Commission a élu, par consensus, un nouveau Président, M. Carrera, pour le reste de la durée du mandat de M. Albuquerque.

Point 3 de l'ordre du jour
Adoption de l'ordre du jour

9. La Commission a examiné l'ordre du jour provisoire (CLCS/L.32/Rev.1) et l'a adopté (CLCS/73)³.

Point 4 de l'ordre du jour
Organisation des travaux

10. La Commission a approuvé le programme de travail et le calendrier des délibérations présentés par le Président.

³ Comme suite à l'invitation que leur avait adressée le Président de la Commission de présenter leurs demandes à la vingt-huitième session, la France (au sujet de l'île de la Réunion et des îles Saint-Paul et Amsterdam), l'Islande, le Pakistan et Sri Lanka ont fait savoir au Président qu'ils préféraient présenter leurs demandes à une session ultérieure, étant entendu que cela n'aurait pas d'incidence sur leur place dans la liste des demandes.

Point 5 de l'ordre du jour

Examen de la demande révisée présentée par la Barbade

Rapport de la Sous-Commission

11. Le Président de la Sous-Commission, M. Rajan, a déclaré que les membres de la Sous-Commission avaient poursuivi, pendant la période intersessions, l'examen de la demande et qu'ils s'étaient réunis du 5 au 9 décembre 2011, durant la reprise de la vingt-huitième session, et du 26 mars au 5 avril 2012, lors de la vingt-neuvième session. Il a aussi informé la Commission que la délégation de la Barbade avait décidé de ne pas user de son droit d'entendre, conformément à l'alinéa 3 du paragraphe 10 de l'annexe III du Règlement intérieur, un exposé des vues et des conclusions générales de la Sous-Commission. La Sous-Commission avait adopté par consensus, le 2 avril 2012, le projet de recommandations et l'avait communiqué le même jour à la Commission.

Examen du projet de recommandations

12. Le 9 avril 2012, le Président de la Sous-Commission a présenté à la Commission le projet de recommandations concernant la demande révisée déposée par la Barbade le 25 juillet 2011.

13. Le 10 avril 2012, la délégation de la Barbade, dirigée par Léonard Nurse, a fait un exposé à la Commission en application de l'alinéa 1 *bis* du paragraphe 15 de l'annexe III du Règlement intérieur de la Commission. La Barbade a notamment indiqué qu'elle approuvait les conclusions de la Sous-Commission concernant la demande révisée.

14. La Commission s'est ensuite réunie en séance privée. Après s'être livrée à un examen approfondi des recommandations préparées par la Sous-Commission et de l'exposé fait par la délégation, elle a adopté par consensus, le 13 avril 2012, les « Recommandations de la Commission des limites du plateau continental au sujet de la demande révisée présentée par la Barbade le 25 juillet 2011 ».

15. Conformément au paragraphe 3 de l'article 6 de l'annexe II de la Convention, les recommandations, ainsi qu'une version résumée de celles-ci⁴, ont été soumises par écrit le 17 avril 2012 à l'État côtier et au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Point 6 de l'ordre du jour

Demande présentée par le Japon⁵

Examen du projet de recommandations

16. La Commission a repris l'examen du projet de recommandations que lui avait soumis la Sous-Commission à la vingt-huitième session (voir CLCS/72, par. 12 à 15).

⁴ Conformément à l'alinéa 3 du paragraphe 11 de la section V de l'annexe III du Règlement intérieur, le résumé des recommandations est publié par le Secrétaire général sur le site Web consacré aux travaux de la Commission : www.un.org/Dept/los.

⁵ Demande présentée le 12 novembre 2008; voir www.un.org/Depts/los/clcs_new/submissions_files/submission_jpn.htm.

17. En ce qui concerne la question du bassin de Shikoku, la Commission, n'estimant pas que l'ensemble de la zone située au-delà des lignes de formule devait être incluse dans le plateau continental du Japon, a modifié en conséquence le projet de recommandations.

18. S'agissant de la question du versant sud de la dorsale Kyushu-Palau, la Commission a relevé que, conformément à la décision qu'elle avait prise à sa vingt-quatrième session (CLCS/64, par. 26), la Sous-Commission avait établi un projet de recommandations portant sur l'intégralité de la demande. Elle a par ailleurs rappelé que conformément à cette décision, elle ne se prononcerait pas sur certaines parties desdites recommandations tant qu'elle ne le jugerait pas opportun. La Commission a également pris note de toutes les communications pertinentes reçues de la Chine, des États-Unis d'Amérique, du Japon, de Palau et de la République de Corée, notamment celles que lui ont tout récemment adressées la Chine, le Japon et la République de Corée.

19. La Commission a procédé à un vote formel sur la question de savoir si elle devait se prononcer sur la partie des recommandations relative au versant sud de la dorsale Kyushu-Palau. Répondant à la question qui lui avait été posée de savoir s'il s'agissait d'un point de fond ou de procédure, le Président a statué qu'il s'agissait d'un point de fond, requérant un vote à la majorité des deux tiers. Cette décision a été contestée, puis confirmée par un vote à la majorité simple de 8 voix pour, 7 voix contre et 1 abstention. La Commission a ensuite considéré la question du mode de votation et décidé de se conformer à l'article 38 du Règlement intérieur, qui dispose que « la Commission vote normalement à main levée ». La Commission a ensuite procédé à un vote sur la proposition de se prononcer sur la partie du projet de recommandations relative au versant sud de la dorsale Kyushu-Palau. La proposition n'a pas obtenu la majorité des deux tiers des voix : sur 16 membres, 5 se sont prononcés pour, 8 contre et 3 se sont abstenus. La Commission a estimé qu'elle ne serait pas sans mesure de se prononcer sur la partie du projet de recommandations relative au versant sud de la dorsale Kyushu-Palau tant que les questions soulevées dans les communications susmentionnées ne seraient pas réglées.

Adoption des recommandations

20. Le 19 avril 2012, la Commission a adopté par consensus les « Recommandations de la Commission des limites du plateau continental relatives à la demande présentée par le Japon le 12 novembre 2008 ».

21. Conformément au paragraphe 3 de l'article 6 de l'annexe II de la Convention, les recommandations, ainsi qu'une version résumée de celles-ci⁴, ont été soumises par écrit le 26 avril 2012 à l'État côtier et au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Point 7 de l'ordre du jour
Examen de la demande concernant les Antilles françaises
et les îles Kerguelen, présentée par la France⁶

Rapport de la Sous-Commission

22. Le Président de la Sous-Commission, M. Jaafar, a déclaré que celle-ci avait poursuivi ses travaux durant la reprise de la vingt-huitième session, du 28 novembre au 9 décembre 2011, et lors de la vingt-neuvième session, du 19 mars au 5 avril 2012. Elle avait tenu durant ces périodes des réunions avec la délégation française, à l'occasion desquelles avaient été communiquées des observations et des questions et présentés des exposés concernant la demande partielle. Au cours de l'examen de la demande partielle par la Sous-Commission, la délégation avait fourni à celle-ci des documents supplémentaires et lui avait présenté plusieurs exposés.

23. Conformément à l'alinéa 3 du paragraphe 10 de l'annexe III du Règlement intérieur, la Sous-Commission avait exposé à la délégation ses vues et conclusions générales. La Sous-Commission avait alors parachevé le projet de recommandations, l'avait adopté par consensus le 23 mars 2012 et l'avait communiqué le même jour à la Commission.

Examen du projet de recommandations

24. Le 9 avril 2012, le Président et les autres membres de la Sous-Commission ont présenté à la Commission le projet de recommandations relatives à la demande concernant les Antilles françaises et les îles Kerguelen présentée par la France.

25. En application de l'alinéa 1 *bis* du paragraphe 15 de l'annexe III du Règlement intérieur de la Commission, la délégation française, dirigée par M. Elie Jarmache, Chef de délégation, chargé de mission au Secrétariat général de la mer, accompagné de M. Walter Roest, géophysicien en chef, a présenté à la Commission le 11 avril 2012 un exposé concernant la demande.

26. Après s'être livrée à un examen approfondi du projet de recommandations préparé par la Sous-Commission et de l'exposé fait par la délégation, la Commission a adopté par consensus, le 19 avril 2012, les « Recommandations de la Commission des limites du plateau continental au sujet de la demande concernant les Antilles françaises et les îles Kerguelen, présentée par la France le 5 février 2009 ».

27. Conformément au paragraphe 3 de l'article 6 de l'annexe II de la Convention, les recommandations, ainsi qu'une version résumée de celles-ci⁴, ont été soumises par écrit le 27 avril 2012 à l'État côtier et au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

⁶ Demande faite le 5 février 2009; voir www.un.org/Depts/los/clcs_new/submissions_files/submission_fra1.htm.

Point 8 de l'ordre du jour **Examen de la demande présentée par l'Uruguay⁷**

Rapport de la Sous-Commission

28. Le Président de la Sous-Commission, M. Charles, a fait rapport sur l'état d'avancement des travaux de la Sous-Commission. Durant la reprise de la vingt-huitième session, du 5 au 9 décembre 2011, la Sous-Commission avait tenu deux réunions avec la délégation de l'Uruguay. Celle-ci avait informé la Sous-Commission qu'elle lui communiquerait des données et des éléments nouveaux en complément de sa demande.

29. La Sous-Commission avait poursuivi ses travaux à la vingt-neuvième session, du 19 mars au 5 avril 2012 et du 23 au 27 avril 2012, et avait achevé leur mise en forme en vue de remettre son rapport à la Commission. À cet égard, comme suite à une demande de la Commission, la Sous-Commission a fait un exposé à la plénière sur l'état d'avancement de son examen.

30. Au cours de la vingt-neuvième session, la Sous-Commission avait demandé à l'Uruguay de lui communiquer, à titre indicatif, le calendrier selon lequel il lui présenterait les nouvelles données, études et analyses en rapport avec la demande mise à jour qu'il se proposait de lui soumettre. La Sous-Commission avait reçu une réponse contenant notamment un calendrier provisoire pour la présentation de la demande mise à jour.

31. La Sous-Commission avait par ailleurs examiné le programme de ses travaux futurs et décidé qu'elle tiendrait sa prochaine réunion du 13 au 24 août 2012.

Point 9 de l'ordre du jour **Examen de la demande concernant la région de Benham Rise, présentée par les Philippines⁸**

Rapport de la Sous-Commission

32. Le Président de la Sous-Commission, M. Awosika, a déclaré que cette dernière avait poursuivi l'examen de la demande entre les sessions et qu'elle s'était réunie durant la reprise de la vingt-huitième session, du 5 au 9 novembre 2011, et lors de la vingt-neuvième session, du 26 mars au 5 avril 2012. La Sous-Commission avait tenu avec la délégation des Philippines des réunions au cours desquelles elle lui avait présenté ses vues et ses conclusions générales, conformément à l'alinéa 3 du paragraphe 10 de l'annexe III du Règlement intérieur. Le 2 avril 2012, la Sous-Commission avait adopté par consensus le projet de recommandations et l'avait communiqué le même jour à la Commission.

⁷ Demande déposée le 7 avril 2009; voir www.un.org/Depts/los/clcs_new/submissions_files/submission_ury_21_2009.htm.

⁸ Demande déposée le 8 avril 2009; voir www.un.org/Depts/los/clcs_new/submissions_files/submission_phl_22_2009.htm.

Examen du projet de recommandations

33. Le 9 avril 2012, le Président et les autres membres de la Sous-Commission ont présenté à la Commission le projet de recommandations relatives à la demande concernant la région de Benham Rise, déposée le 8 avril 2009 par les Philippines.

34. En application de l'alinéa 1 *bis* du paragraphe 15 de l'annexe III du Règlement intérieur de la Commission, la délégation, dirigée par M. Libran N. Cabactulan, Représentant permanent des Philippines auprès de l'Organisation des Nations Unies, a fait le 12 avril 2012 un exposé à la Commission dans lequel elle soulignait son accord avec la détermination faite par la Sous-Commission des limites extérieures du plateau continental.

Adoption des recommandations

35. La Commission s'est ensuite réunie en séance privée. Après s'être livrée à un examen approfondi des recommandations préparées par la Sous-Commission et de l'exposé susmentionné de la délégation, elle a adopté par consensus, le 12 avril 2012, les « Recommandations de la Commission des limites du plateau continental relatives à la demande concernant la région de Benham Rise, présentée par les Philippines le 8 avril 2009 ».

36. Conformément au paragraphe 3 de l'article 6 de l'annexe II de la Convention, les recommandations, ainsi qu'une version résumée de celles-ci⁴, ont été soumises par écrit le 17 avril 2012 à l'État côtier et au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Point 10 de l'ordre du jour**Examen de la demande concernant le plateau de Manihiki, présentée par les îles Cook****Rapport de la Sous-Commission**

37. Le Président de la Sous-Commission, M. Carrera, a déclaré que celle-ci s'était réunie durant la vingt-huitième session, du 29 août au 2 septembre 2011. La Sous-Commission s'était aussi réunie lors de la vingt-neuvième session, après la partie plénière, du 23 au 27 avril 2012. Elle avait tenu deux réunions avec la délégation, les 24 et 26 avril 2012, à l'occasion desquelles l'une et l'autre avaient présenté des exposés sur des questions liées à la demande. Dans son exposé, la délégation a fait observer qu'elle avait obtenu, comme le lui avait recommandé la Sous-Commission, des données supplémentaires auprès de sources publiques. Après avoir analysé ces données, les îles Cook avaient modifié, dans une zone visée par la demande, la ligne de formule et les limites extérieures de son plateau continental au-delà des 200 milles marins. La Sous-Commission avait décidé qu'elle porterait à l'attention de la Commission les modifications apportées à la demande initiale.

38. La Sous-Commission avait par ailleurs examiné le programme de ses travaux futurs et décidé qu'elle tiendrait sa prochaine réunion du 13 au 17 août 2012.

Point 11 de l'ordre du jour Examen des autres demandes

a) Demande présentée par le Guyana⁹

39. La demande a été présentée à la Commission le 11 avril 2012 par Carolyn Rodrigues-Birkett, Ministre des affaires étrangères et Chef de la délégation; Newell Dennison, Directeur de la Division des produits pétroliers de la Commission guyanienne de la géologie et des mines; et Keith George, Ambassadeur du Guyana auprès du Suriname. Faisaient également partie de la délégation Elisabeth Harper, Directrice générale au Ministère des affaires étrangères; George Talbot, Représentant permanent du Guyana auprès de l'Organisation des Nations Unies; et plusieurs conseillers.

40. M^{me} Rodrigues-Birkett a informé la Commission que l'un des membres actuels de celle-ci, M. Carrera, et l'un de ses anciens membres, Karl Hinz, avaient aidé le Guyana en lui fournissant des avis scientifiques et techniques.

41. S'agissant de deux communications concernant la demande, à savoir celle de la République bolivarienne du Venezuela en date du 9 mars 2012 et la réponse du Guyana à cette dernière sous la forme d'une note verbale en date du 4 avril 2012, concernant la demande, M^{me} Rodrigues-Birkett a notamment fait observer qu'aucun différend territorial et qu'aucun différend ou désaccord sur les frontières maritimes n'était de nature à compromettre l'examen d'une quelconque partie des limites extérieures visées par la demande. Elle a aussi souligné que la demande était présentée sans préjudice de la délimitation des frontières maritimes.

42. La Commission a poursuivi le débat en séance privée. En ce qui concerne les modalités d'examen de la demande, après avoir pris acte des communications susmentionnées et de l'exposé de la délégation, elle a décidé que, comme prévu à l'article 5 de l'annexe II de la Convention ainsi qu'à l'article 42 du Règlement intérieur, la demande serait examinée par une sous-commission qui serait créée à une prochaine session conformément au paragraphe 4 *ter* de l'article 51 du Règlement intérieur. Elle a également décidé que la demande serait examinée en séance plénière lorsque viendrait son tour, les demandes étant examinées selon l'ordre dans lequel elles ont été reçues.

b) Demande concernant le polygone oriental dans le golfe du Mexique, présentée par le Mexique¹⁰

43. M. Kazmin, Vice-Président, a assuré la présidence de cette partie des débats de la Commission. La demande a été présentée à la Commission le 12 avril 2012 par le chef suppléant de la délégation, M. Arturo Dager, Conseiller juridique au Ministère des relations extérieures, et par d'autres membres de la délégation du Mexique. Faisaient également partie de la délégation plusieurs conseillers de divers ministères et autres entités gouvernementales.

⁹ Demande déposée le 6 septembre 2011; voir www.un.org/depts/los/clcs_new/submissions_files/submission_guy_57_2011.htm.

¹⁰ Demande déposée le 19 décembre 2011; voir www.un.org/depts/los/clcs_new/submissions_files/submission_mex58_2011.htm.

44. M. Dager a déclaré que l'un des membres actuels de la Commission, M. Carrera, avait aidé le Mexique en lui fournissant des avis scientifiques et techniques.

45. M. Dager a également fait observer que le Mexique avait tenu des consultations avec les États côtiers voisins, à savoir Cuba et les États-Unis d'Amérique et que, à cet égard, aucun différend territorial ou différend sur les frontières maritimes n'était de nature à compromettre l'examen d'une quelconque partie des limites extérieures visée par la demande. Il a aussi souligné qu'aucune note verbale exprimant une objection à l'examen de la demande n'avait été reçue et que la demande était présentée sans préjudice de la délimitation des frontières maritimes.

46. La Commission a poursuivi le débat en séance privée. En ce qui concerne les modalités d'examen de la demande, elle a décidé par consensus que, comme prévu à l'article 5 de l'annexe II de la Convention ainsi qu'à l'article 42 du Règlement intérieur, la demande serait examinée par une sous-commission qui serait créée à une prochaine session conformément au paragraphe 4 *ter* de l'article 51 du Règlement intérieur. Elle a également décidé que ladite sous-commission serait créée lorsque viendrait le tour de la demande d'être examinée, les demandes étant examinées selon l'ordre dans lequel elles ont été reçues.

Point 12 de l'ordre du jour

Rapport du Président du Comité de la confidentialité

47. Le Président du Comité, M. Croker, a indiqué qu'aucun fait, depuis la vingt-huitième session, n'avait motivé la tenue d'une réunion.

Point 13 de l'ordre du jour

Rapport du Président du Comité de rédaction

48. Le Président du Comité de rédaction, M. Jaafar, a indiqué que le Comité n'avait pas tenu de réunion lors de la vingt-neuvième session.

Point 14 de l'ordre du jour

Rapport du Président du Comité des avis scientifiques et techniques

49. Le Président du Comité des avis scientifiques et techniques, M. Symonds, a déclaré que la Commission n'avait reçu aucune demande officielle d'avis scientifique et technique. Le Comité avait tenu une réunion au cours de la vingt-neuvième session et examiné des questions relevant de sa compétence, notamment une demande de réunion émanant d'Oman. À cet égard, la Commission a rappelé qu'elle était disposée à fournir des avis scientifiques et techniques aux États, à leur demande.

50. Le 23 avril 2012, le Président de la Commission, M. Carrera, et le Président du Comité, M. Symonds, avaient rencontré M. Salim Bin Abdullah Bin Rashid Al-Alawi, Chef du Bureau du plateau continental et des affaires maritimes du Ministère des affaires étrangères, ainsi que d'autres représentants d'Oman, et les avait

informés des règles et procédures régissant la fourniture d'avis scientifiques et techniques par la Commission. Les représentants d'Oman ont souligné le besoin de renforcer les capacités et exprimé leur intérêt à l'égard d'un cours de formation de cinq jours sur la préparation des demandes, comparable à celui que dispensait précédemment la Division au niveau régional.

Point 15 de l'ordre du jour
Rapport du Président du Comité de la formation
et autres questions de formation

51. Le Président du Comité, M. Carrera, a déclaré que celui-ci ne s'était pas réuni pendant la vingt-neuvième session.

Point 16 de l'ordre du jour
Mécanisme par lequel la Commission pourrait demander
conseil au sujet de l'interprétation de certaines dispositions
de la Convention autres que celles figurant à son article 76
et dans l'annexe II, ainsi que dans le Mémoire d'accord
adopté le 29 août 1980 par la troisième Conférence
des Nations Unies sur le droit de la mer

52. La Commission a examiné ce point de l'ordre du jour compte tenu de ses délibérations à la vingt-huitième session (voir CLCS/72, par. 37 à 40). La proposition de solliciter l'avis de la Conseillère juridique sur cette question ayant été retirée, la Commission a décidé de ne pas considérer ce point plus avant.

Point 17 de l'ordre du jour
Questions diverses

Réunion de commémoration

53. Le 13 avril 2012, la Commission s'est réunie à titre informel pour rendre hommage à la mémoire d'Alexandre Albuquerque. Ont assisté à cette réunion Maria Luiza Ribeiro Viotti, Représentante permanente du Brésil auprès de l'Organisation des Nations Unies, et d'autres représentants du Brésil. M^{me} Viotti, les Président et Vice-Président de la Commission, ainsi que le Directeur et des membres du personnel de la Division, ont prononcé des allocutions en hommage à la vie et à l'œuvre d'Alexandre Albuquerque.

Exposé devant la vingt-deuxième Réunion des États parties

54. La Commission a décidé que le Président préparerait, en consultation avec tous les membres, un exposé sur les travaux de la Commission qu'il présenterait devant la vingt-deuxième Réunion des États parties à la Convention.

Fonds d'affectation spéciale

55. Le Directeur de la Division des affaires maritimes et du droit de la mer a informé la Commission de la situation du Fonds d'affectation spéciale pour financer les frais liés à la participation aux sessions des membres de la Commission venant

de pays en développement. Il a été noté qu'une assistance avait été fournie à six membres de la Commission au cours de la vingt-huitième session, d'un montant total d'environ 109 500 dollars des États-Unis, et que cinq membres avaient reçu une assistance pour la reprise de la vingt-septième session, d'un montant total d'environ 38 000 dollars des États-Unis.

56. Il a également été noté que depuis la vingt-huitième session de la Commission, des contributions avaient été reçues de la Chine (28 000 dollars), de la Côte d'Ivoire (375 dollars), du Japon (211 260 dollars) et du Mexique (7 500 dollars). D'après l'état provisoire des comptes arrêtés à la fin de janvier 2012, le solde du fonds d'affectation spéciale était d'environ 809 640,17 dollars.

57. Le Directeur de la Division a donné un aperçu de la situation du Fonds d'affectation spéciale pour la préparation des demandes. Depuis la vingt-huitième session de la Commission, le secrétariat avait reçu une contribution de la Côte d'Ivoire au fonds d'affectation spéciale, d'un montant de 375 dollars des États-Unis. D'après l'état provisoire des comptes arrêtés à la fin de décembre 2011, le solde du fonds d'affectation spéciale était d'environ 1 229 000 dollars des États-Unis.

Création de nouvelles sous-commissions

58. Eu égard à l'expiration prochaine, le 15 juin 2012, du mandat de ses membres actuels et aux élections qui doivent se tenir à la vingt-deuxième Réunion des États parties en juin 2012, la Commission a décidé de ne pas créer de nouvelles sous-commissions pour l'instant.

59. La Commission a relevé que l'examen de certaines demandes dont le tour était venu avait été différé en raison de la nature des déclarations contenues dans des communications reçues relativement auxdites demandes. La Commission a également noté que dans un cas au moins, les circonstances qui avaient abouti au report de l'examen de la demande n'existaient probablement plus. Elle était néanmoins d'avis qu'une communication officielle de la part des États intéressés serait nécessaire pour qu'elle puisse procéder à la création d'une sous-commission et l'examen de la demande.

Charge de travail de la Commission

60. La Commission a noté qu'elle avait examiné à plusieurs occasions la question de sa charge de travail et qu'elle estimait toujours que celle-ci revêtait une grande importance pour ses activités futures. Elle a décidé de communiquer à la prochaine Commission l'ensemble des exposés qu'elle avait faits sur cette question devant les Réunions des États parties et le Groupe de travail informel mis en place par les soins du Bureau de la Réunion. La Commission a aussi recommandé que la question de la charge de travail soit incluse à l'ordre du jour de la prochaine session plénière.

Dates des sessions futures

61. La Commission a rappelé que, conformément à la résolution 66/231 de l'Assemblée générale, sa trentième session se tiendrait du 30 juillet au 10 août 2012. En outre, la Sous-Commission chargée d'examiner la demande des îles Cook se réunirait du 13 au 17 août 2012, et la Sous-Commission chargée d'examiner la demande de l'Uruguay se réunirait du 13 au 24 août 2012, après la partie plénière de la trentième session.

62. Les dates des sessions ultérieures seraient examinées à la prochaine session plénière de la Commission, compte tenu de la demande formulée par la Réunion des États parties à la Convention (SPLOS/229, par. 1), aux termes de laquelle la Commission est priée d'envisager, en coordination avec le Secrétariat, de se réunir à New York pendant un maximum de 26 semaines et un minimum de 21 semaines par an sur une période de cinq ans, ces semaines étant réparties de la manière que la Commission jugera la plus efficace et sans que deux sessions se suivent immédiatement.

Remerciements

63. Le Président a exprimé sa gratitude et ses remerciements aux membres de la Commission pour leur soutien, leur travail et leur dévouement au cours des cinq années écoulées.

64. En retour, les membres de la Commission ont remercié le Président de sa direction avisée à la présente session et de sa contribution aux travaux de la Commission pendant ses actuel et précédents mandats.

65. La Commission a noté avec satisfaction et gratitude la qualité des services de secrétariat que la Division des affaires maritimes et du droit de la mer a mis à sa disposition.

66. La Commission a exprimé sa gratitude aux autres fonctionnaires du Secrétariat pour l'aide qu'ils lui ont apportée au cours des cinq dernières années, et elle a salué en particulier le professionnalisme avec lequel ont été assurés les services d'interprétation dans les langues officielles de l'Organisation ainsi que l'assistance fournie par les fonctionnaires des conférences.
